

Annexe 1 bis

M23 - Additional assistance to Member States affected by natural disasters (art 6(a) of Regulation (EU) 2020/2220)

Base juridique

Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement et du Conseil relatif au soutien du développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (Feader)

Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune

Articles 6 bis à sexies du Règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

Règlement (UE) n°2024/3242 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) 2020/2220 en ce qui concerne des mesures spécifiques au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural visant à fournir une aide supplémentaire aux États membres touchés par des catastrophes naturelles

Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement et du Conseil relatif au soutien du développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires.

Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement et du Conseil relatif au soutien du développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (Feader).

Règlement d'exécution (UE) n°2025/341 de la Commission du 20 février 2025 portant modalités d'application de l'article 6 bis du règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles et les sanctions.

Règlement d'exécution (UE) n°2025/339 de la Commission du 19 février 2025 portant modalités d'application de l'article 6 bis du règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le suivi et l'évaluation, la présentation des programmes de développement rural et la présentation des rapports annuels de mise en œuvre.

Description générale de la mesure, y compris sa logique d'intervention et sa contribution aux domaines prioritaires et à la réalisation des objectifs transversaux

La compétitivité des secteurs agricoles et agroalimentaires est fortement grevée par les récentes catastrophes naturelles, climatiques et sanitaires. En effet un fort potentiel de

production agricole a été détruit, entraînant des pertes de revenus importantes pour les agriculteurs

Face à ces difficultés, la **mesure 23 Soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs particulièrement touchés par les catastrophes naturelles** est activée par le PDR afin de soutenir la continuité des activités agricoles et agroalimentaires sous la forme d'une aide exceptionnelle et temporaire à travers la sous-mesure 23.1.

Ainsi la mesure 23 répond aux besoins suivants :

- B10 Améliorer la compétitivité et la diversification du secteur Agricole,
- B16 Améliorer la durabilité des productions soumises aux risques climatiques et sanitaires

La mesure 23 contribue à l'objectif transversal lié à l'atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements. En effet cette aide vise à soutenir les exploitations qui ont subi des pertes de production à la suite de catastrophes naturelles.

La mesure 23 est mobilisée au titre :

- du domaine prioritaire **2A** car elle poursuit le maintien de la compétitivité des exploitations et entreprises agroalimentaires.

Portée, niveau du soutien, bénéficiaires admissibles et, le cas échéant, méthodologie pour le calcul du montant ou du taux d'aide selon une ventilation par sous-mesure et/ou type d'opération, si nécessaire. Pour chaque type d'opération, spécification des coûts admissibles, des conditions d'admissibilité, des montants et taux d'aide applicables et des principes en matière de définition des critères de sélection

23.1 Aide exceptionnelle d'indemnisation pour aléa climatique/ sanitaire pour 2024

Sous-mesure:

- 23.1 Additional assistance to Member States affected by natural disasters (art 6(a) of Regulation (EU) 2020/2220)

Description du type d'opération

Une mesure exceptionnelle et temporaire est nécessaire pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles, climatiques et sanitaires survenues depuis le 1er janvier 2024 sur les productions agricoles et les produits issus de leur transformation.

Cette aide prend la forme d'un paiement forfaitaire pour remédier aux problèmes de liquidités qui mettent en péril la continuité des activités agricoles.

Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Paiement forfaitaire

Liens vers d'autres actes législatifs

Le soutien au titre de cette opération est fondé sur les pertes directes et indirectes subies lors d'un événement de catastrophe naturelle, aléas climatiques ou affections sanitaires en élevage, et qui ne sont pas couvertes par les dispositifs habituels assurantiels ou d'indemnisation mis en œuvre au niveau national.

Bénéficiaires

Le soutien est accordé aux agriculteurs.

Coûts admissibles

Non concerné

Conditions d'admissibilité

La perte de la production concernée ou du potentiel de production concerné doit être :

- d'au moins 30 %,
- reconnue à la suite d'une catastrophe naturelle/ sinistre sanitaire reconnu par l'Etat membre

Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Le processus de dépôt des demandes d'aide se fera via un appel à candidature.
Pas de sélection sur cette mesure.

Montants et taux d'aide (applicables)

Conformément au Règlement (UE) n°2024/3242 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024, le montant maximal du soutien ne dépasse pas 42 000 EUR par bénéficiaire.

Une seule aide forfaitaire pourra être versée à chaque exploitation, même si celle-ci fait l'objet de plusieurs sinistres.

Un seuil de financement minimum pourrait être établi dans les documents de mise en œuvre.

Le taux de cofinancement FEADER est de 100%.

Après instruction des dossiers si le montant total des aides attribuables dépasse l'enveloppe disponible, le service instructeur se réserve le droit d'appliquer un stabilisateur afin de respecter le budget annuel disponible.

Caractère vérifiable et contrôlable des mesures et/ou types d'opérations

Risque(s) liés à la mise en œuvre des mesures

En cours de complément

Mesures d'atténuation

En cours de complément

Évaluation globale de la mesure

En cours de complément

Méthode de calcul du montant ou du taux d'aide, le cas échéant

Un montant forfaitaire sera appliqué.

Informations spécifiques sur l'opération***Caractère vérifiable et contrôlable des mesures et/ou types d'opérations***

Risque(s) dans la mise en œuvre des mesures

--

Mesures d'atténuation

--

Évaluation globale de la mesure

--

Méthode de calcul du montant ou du taux d'aide, le cas échéant

--

Informations spécifiques sur la mesure***Autres remarques importantes pour comprendre et mettre en œuvre la mesure***

--